ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Sécurité, le 12 janvier 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "établissant les critères d'aptitude et de capacité, ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services publics d'incendie", a donné le 10 mars 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 12 januari 1999 door de Staatssecretaris voor Veiligheid verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheids-criteria alsmede van de benoembaarheids- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de openbare brandweerdiensten, heeft op 10 maart 1999 het volgende advies gegeven :

Observations générales

I. Selon le préambule, l'arrêté puise son fondement légal dans les articles 9 et 13, § 3, de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile.

L'article 9, § 1er, dispose :

> "Le Roi détermine les règles d'organisation générale des services publics d'incendie.
>
> Il arrête les dispositions générales dans les limites desquelles sont fixés le cadre, le statut pécuniaire et administratif, les échelles de traitement, les indemnités et les allocations ainsi que les conditions de recrutement, de nomination et d'avancement des membres des services publics d'incendie.".

Quant à l'article 13, § 3, il est formulé comme suit :

> "Le Roi établit les critères d'aptitude et de capacité ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services publics d'incendie.".

Contrairement à ce que son intitulé indique, l'arrêté en projet ne se borne pas à fixer les critères d'aptitude et de capacité et les conditions de nomination et de promotion des officiers des services publics d'incendie.

Il fixe également les différentes procédures applicables à ces nominations et promotions et détermine, notamment, quels sont les organes compétents pour accomplir ces actes de procédure.

Le projet prévoit ainsi, par exemple, que l'appel aux candidats, l'organisation des épreuves de sélection, l'évaluation de l'aptitude du stagiaire, ... sont effectués par le conseil communal.

Le bourgmestre, lui, est chargé de recevoir les candidatures, de notifier les nominations ou les promotions. Les officiers nommés prêtent serment entre ses mains.

Lorsque le service public d'incendie est une intercommunale, l'article 1er, 1° et 2°, prévoit que les tâches confiées au conseil communal et au bourgmestre dans un service communal sont remplies respectivement par le conseil d'administration et le président de ce conseil.

Pour la Région de Bruxelles-Capitale, la même disposition prévoit que ces rôles sont assurés respectivement par le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et le président du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

La question se pose si le Roi est bien habilité à prendre de telles dispositions.

En ce qui concerne les services communaux d'incendie, la réponse est affirmative, dès lors que les institutions communales sont une compétence de l'autorité fédérale et que l'article 9, alinéa 1er, précité prévoit que le Roi fixe les règles d'organisation générale des services d'incendie.

II. En ce qui concerne les services intercommunaux, le Conseil d'Etat croit utile de rappeler les termes de l'avis L. 28.159/2, donné le 7 octobre 1998, sur un projet de loi "modifiant la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile", qui indiquait :

> "L'article 162, alinéa 4, de la Constitution dispose :
>
> «En exécution d'une loi adoptée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa, le décret ou la règle visée à l'article 134 règle les conditions et le mode suivant lesquels (...) plusieurs communes peuvent s'entendre ou s'associer. (...)».
>
> L'article 6, § 1er, VIII, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles énonce :
>
> «Les matières visées à l'article 107quater de la Constitution (actuellement l'article 39) sont :
>
> (...)
>
> VIII. En ce qui concerne les pouvoirs subordonnés :
>
> 1° les associations de provinces et de communes dans un but d'utilité publique, à l'exception de la tutelle spécifique en matière de lutte contre l'incendie, organisée par la loi;
>
> (...);».
>
> Selon la Cour d'arbitrage, cet article 6, § 1er, VIII, 1°, doit être lu à la lumière des dispositions constitutionnelles précitées, qui accordent aux communes un droit d'initiative en vue de s'associer dans le but de gérer en commun des matières relevant de l'intérêt communal. Il appartient au législateur régional de réglementer les conditions et les modalités de cette collaboration (1).

---

(1) Cour d'arbitrage, arrêt n° 58/95, Moniteur belge du 31 août 1995.

Les mots "à l'exception de la tutelle spécifique en matière de lutte contre l'incendie, organisée par la loi" ont été justifiés comme suit lors des travaux préparatoires :

"... La tutelle en matière de lutte contre l'incendie, organisée par la loi, a été exclue de la compétence régionale des intercommunales. Cette exception s'avère nécessaire étant donné que la faculté d'organiser, par une loi, une tutelle spécifique pour des compétences fédérales, vaut uniquement à l'égard des provinces, des communes et des agglomérations et fédérations de communes, mais non à l'égard des intercommunales.".

Il résulte donc de l'article 162, alinéa 4, de la Constitution et de l'article 6, § 1er, VIII, 1° de la loi spéciale du 8 août 1980 que les règles d'organisation d'une association de communes en matière de services d'incendie, autres que celles organisant la tutelle, relèvent de la compétence des régions.".

Si le Roi est bien habilité à fixer les règles générales d'organisation des services publics d'incendie, Il doit tenir compte des compétences des Régions en matière d'association de communes.

Il y a donc lieu de prévoir que, lorsque les services publics d'incendie sont organisés par le présent projet sous la forme d'une association de communes, les attributions confiées par le présent projet au bourgmestre et au conseil communal, sont exercées par les organes compétents des associations intercommunales, sans désigner quels sont ces organes, cette désignation relevant de la compétence des Régions.

III. Par ailleurs, l'article 5 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises dispose que "La Région de Bruxelles-Capitale peut confier

l’exercice d’attributions de l’Agglomération bruxelloise aux organismes d’intérêt public, qu’elle crée ou désigne".

La Région de Bruxelles-Capitale a effectivement fait usage de cette possibilité, par l’ordonnance du 19 juillet 1990 portant création d’un Service d’incendie et d’aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale (1).

L’article 8, alinéa 3, de cette ordonnance dispose que le personnel du service d’incendie est nommé par "l’Exécutif".

Ce service étant un organisme d’intérêt public régional, l’arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l’Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communautés et de Régions et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française, ainsi qu’aux personnes morales de droit public qui en dépendent, est d’application.

L’article 11 de cet arrêté prévoit, notamment, que les agents recrutés doivent avoir réussi un concours de recrutement organisé par le Secrétariat permanent au recrutement.

Le projet, qui confie au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, d’importantes tâches en matière de recrutement et de promotion des officiers du service

---

(1) Il s’agit d’un organisme d’intérêt public de la catégorie A, au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d’intérêt public.

d'incendie de cette région, apparaît inconciliable avec les dispositions précitées prises par les différentes autorités dans le cadre de leurs compétences respectives.

Par conséquent, il convient d'adopter des dispositions spécifiques respectant, d'une part, la compétence de la Région de régler l'organisation et le fonctionnement de l'organisme d'intérêt public auquel elle confie la lutte contre l'incendie et, d'autre part, les principes généraux du statut des agents de l'Etat, rendus applicables au statut du personnel de cet organisme.

Le projet doit être revu pour tenir compte de cette observation.

Observations particulières

Préambule

Alinéas 2 à 4

Ces alinéas sont à omettre. Les textes qui y sont visés ne sont, en effet, pas modifiés par le texte en projet, et ils ne constituent pas davantage le fondement de ce dernier (1).

---

(1) Cf. en ce sens l'avis L. 20.046/2 de la section de législation du Conseil d'Etat, donné le 22 octobre 1990 sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1972 établissant les critères d'aptitude et de capacité, ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services communaux d'incendie" et l'avis 21.001/2, donné le 30 septembre 1991 sur un projet d'arrêté royal ayant le même objet.

Alinéa 2 nouveau

Il convient de viser dans un alinéa 2 nouveau l'arrêté royal du 20 juillet 1972 établissant les critères d'aptitude et de capacité, ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services communaux d'incendie, modifié par les arrêtés royaux des 27 mars 1974, 5 juin 1978, 2 octobre 1978, 29 juillet 1992 et 19 mars 1997 (1).

Alinéa 8

Les documents transmis à la section de législation du Conseil d'Etat ne permettent pas de vérifier si la date du protocole n° 98/07 du Comité des services publics provinciaux et locaux est bien celle du 8 janvier 1999. Les pièces transmises mentionnent, en effet, les dates des 29 juillet et 18 septembre 1998.

Dispositif

Article 1er

Il convient de se référer aux observations générales II et III.

---

(1) Voir à cet égard : Légistique formelle, recommandations et formules, p. 31, n° 7.1.9.

Article 3

Il serait plus correct de rédiger la dernière phrase comme suit :

"Il prend les mesures nécessaires afin de pourvoir sans délai à ces emplois.".

Article 6

Dans l'alinéa 2, l'expression "journaux à distribution nationale" n'est pas heureuse. Comme la formalité de la publication est prescrite "à peine de nullité de la procédure", il serait prudent d'opter pour une formulation qui ne prête pas à controverse. Il est proposé d'écrire : "journaux diffusés dans l'ensemble du pays". La même observation vaut pour les articles 25, § 2, alinéa 2, 26, alinéa 2, 45, § 2, alinéa 2, et 48.

Dans le même alinéa, il est suggéré d'écrire "Il est affiché dans le casernement et dans les postes avancés s'il en existe" au lieu de "Il doit être affiché dans le casernement et, s'il y échet, dans les postes avancés". La même observation vaut pour les autres endroits du texte où il est question d'un affichage dans le casernement ou les postes avancés (articles 25, § 2, alinéa 2, 26, alinéa 2, et 45, § 2, alinéa 2).

Article 7

1. Pour prévenir toute équivoque, au 6° il convient d'écrire : "6° avoir dans la commune son domicile au sens de l'article 102 du Code civil (1).

2. Au début du 7) (devenant 7°), il convient d'écrire, dans le texte français, "titulaire" au lieu de "porteur". Cette dernière observation vaut mutatis mutandis pour les autres articles du texte qui prescrivent à un candidat d'être "porteur" d'un diplôme.

Par souci de clarté et afin de mieux faire apparaître que le dernier alinéa de cet article en projet se rapporte à la condition figurant au 7) (devenant le 7°), il est suggéré de rédiger ce point comme suit :

"7° être titulaire du diplôme ou certificat suivant :

a) dans les services d'incendie de la classe X ou Y : soit un diplôme ou certificat qui donne accès aux emplois de niveau 1 dans la fonction publique fédérale, visé à l'annexe I de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, soit un diplôme visé à l'annexe I du présent arrêté;

---

(1) Voyez à ce sujet : C.E., arrêt n° 41.149, du 25 novembre 1992 en cause Tourneur et Ville de Tournai.

b) dans les services d'incendie de la classe Z ou d'une commune qui n'est pas centre de groupe : un diplôme ou certificat qui donne au minimum accès aux emplois de niveau 2 dans la fonction publique fédérale, visé à l'annexe I de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 précité.".

Articles 8 à 11

1. Ces dispositions prévoient que la sélection des candidats se déroule en trois étapes: des épreuves de sélection, un examen médical et des épreuves d'aptitude physique.

Selon l'article 11, les épreuves de sélection sont organisées sous la forme d'un concours. Les candidats qui remplissent les conditions et qui ont réussi les examens et les épreuves sont admis selon l'ordre de leur classement.

Il ne fait pas apparaître clairement si le classement est établi uniquement sur la base des épreuves de sélection prévues par l'article 8 ou bien si les épreuves d'aptitude physique entrent également en ligne de compte.

Le projet sera revu pour tenir compte de cette observation.

2. Les articles 8 et 10 délèguent au ministre de l'Intérieur le contenu et les modalités des épreuves, respectivement de sélection et d'aptitude physique.

Or, l'article 13 de la loi du 31 décembre 1963 précise que c'est au Roi qu'il appartient de fixer les critères d'aptitude et de capacité des officiers des services publics d'incendie. La subdélégation au ministre de l'Intérieur n'est admissible que si elle porte sur des points de détail ou secondaires.

L'article 8, alinéa 3, établit des critères de sélection. La subdélégation peut donc être admise, pour autant que cette liste de critères soit exhaustive. Le mot "principalement" devrait donc, en tout état de cause, être omis.

Ces observations valent également pour les articles 28 à 31.

Article 8

1. En ce qui concerne l'alinéa 1er, l'attention des auteurs du texte en projet est attirée sur le fait qu'il découle de l'utilisation du terme "peut", que le ministre de l'Intérieur n'est pas tenu de faire usage de la délégation qui lui est accordée. Cela correspond-il à leur intention ? La même question se pose en ce qui concerne l'article 10, alinéa 1er, l'article 28, alinéa 1er, et l'article 30, alinéa 1er.

2. Dans l’alinéa 2, mieux vaut écrire la troisième phrase comme suit :

"Ce jury se compose au moins pour moitié d’experts extérieurs à l’administration communale.".

La même observation vaut en ce qui concerne l’article 10, alinéa 2, l’article 28, alinéa 2, et l’article 30, alinéa 2.

3. Dans l’alinéa 3 du texte français, il est suggéré d’écrire "la manière dont ils exposent leurs idées personnelles" au lieu de "leur manière d’exposer leurs idées personnelles". La même observation vaut en ce qui concerne l’article 28, alinéa 3.

Article 9

Il convient de remplacer par une virgule le mot "ou" qui figure entre les mots "du service" et les mots "le médecin". Les mêmes observations valent en ce qui concerne l’article 29.

Article 10

1. Dans l’alinéa 1er, il est suggéré d’écrire "médicalement aptes" au lieu de "aptes" afin de bien distinguer l’aptitude médicale de l’aptitude physique dont

il est question à cet article. La même observation vaut pour l’article 30, alinéa 1er.

2. Dans l’alinéa 2, par souci d’harmoniser la formulation de cet alinéa avec l’alinéa 2 de l’article 8, il est suggéré de scinder la première phrase en deux phrases. L’on écrira "Il fixe la composition du jury ..." au lieu de "et fixe la composition du jury ...". La même observation vaut pour l’article 30, alinéa 2.

Article 12

1. L’alinéa 1er prévoit que le conseil communal peut d’initiative décider de prolonger le stage, "l’officier chef du service entendu".

Mieux vaut prévoir que, dans son rapport de fin de stage, l’officier chef de service propose la nomination, le licenciement ou la prolongation du stage, de manière à permettre au stagiaire d’exposer également son point de vue quant à la prolongation du stage.

La même observation vaut pour l’article 33.

2. Dans le même alinéa 1er du texte français, il convient d’écrire "officier chef de service" au lieu de "officier chef du service", comme dans l’alinéa 2, conformément à l’appellation établie à l’article 46. La même

observation vaut pour les articles 15, alinéa 1er, 33, alinéas 1er et 2, et 35, alinéa 1er.

3. Dans l'alinéa 2, il est suggéré de rédiger la seconde phrase comme suit :

"Il y mentionne également les diplômes et les brevets obtenus par le candidat au cours du stage.".

La même observation vaut en ce qui concerne l'article 33, alinéa 2.

Article 14

Dans l'alinéa 3, par souci de parallélisme avec l'alinéa 2, il convient d'écrire "cette période", au lieu de "la mission".

Article 16

Par souci de simplicité, à la deuxième phrase, il est suggéré d'écrire "à partir de la date à laquelle il a signé le rapport ou la proposition" au lieu de "à partir de la date à laquelle il a signé soit le rapport susvisé, soit la proposition susvisée". La même observation vaut pour les autres dispositions où il est question de la signature d'un tel rapport ou d'une telle déclaration (article 36).

La dernière phrase de cet article prévoit que "Le stagiaire est, à sa demande, entendu par le conseil communal". Or, il est prévu que le conseil communal se forme une opinion sur la base de "l'avis d'une commission composée, pour moitié, de membres désignés par ce conseil et, pour moitié, par les organisations représentatives du personnel". Au regard du rôle déterminant joué par cette commission, il convient de prévoir que le stagiaire a également le droit d'être entendu par elle. La même observation vaut pour l'article 36.

Articles 16 et 17

Il ressort de ces deux dispositions que le conseil communal peut décider de juger le stagiaire inapte et de le licencier en conséquence, sans même l'avoir entendu.

Cette hypothèse se rencontrera chaque fois que le conseil communal décidera de s'écarter d'un rapport de fin de stage du chef de service, favorable à la nomination.

Ces dispositions seront revues de manière à prévoir, soit que le conseil communal nomme définitivement le stagiaire jugé apte par l'officier chef de service, soit que le conseil communal ne peut s'écarter d'un avis favorable qu'après avoir invité l'intéressé à faire valoir son point de vue.

La même observation vaut pour les articles 36 et 37.

Article 19

Il est suggéré de faire figurer la condition de grade figurant dans le paragraphe 1er dans l'énumération qui figure dans le paragraphe 2. La division de cet article en paragraphes serait alors à omettre. La même observation vaut pour l'article 40.

Article 20

Dans l'alinéa 1er, il est suggéré d'écrire "au candidat" au lieu de "à l'intéressé". La même observation vaut pour l'article 41, alinéa 1er.

Dans l'alinéa 2, il est suggéré d'écrire "Le candidat" au lieu de "Il". La même observation vaut pour l'article 41, alinéa 2.

Article 21

Il semble ressortir de cette disposition que les caporaux et les sapeurs pompiers peuvent poser leur candidature à un emploi de sous-lieutenant, mais qu'ils n'ont, toutefois, accès à cet emploi que si aucun sous-officier ne remplit les conditions d'accès.

Si telle est bien l'intention de l'auteur du projet, il convient de l'indiquer plus clairement et à un autre endroit, par exemple dans l'article 18 ou à la suite de l'article 18.

Article 25

1. Dans le paragraphe 2, alinéa 1er, il convient d'écrire "aux titulaires du grade le plus élevé" au lieu de "au titulaire du grade le plus élevé". A défaut de candidat dans le grade immédiatement inférieur à celui dans lequel un emploi a été déclaré vacant, il est, en effet, possible que plusieurs personnes du même grade comptent "une ancienneté de trois ans au moins comme officier".

2. Dans le paragraphe 2, alinéa 2, du texte français, il est suggéré d'ajouter les mots "de la procédure" après les mots "Ces publications et cet affichage sont prescrits à peine de nullité", par souci de parallélisme avec l'article 6, alinéa 2, l'article 26, alinéa 2, et l'article 45, § 2, alinéa 2.

Article 27

A l'image de l'article 7, le texte suivant est proposé en remplacement du 7. (devenant le 7°) :

"7° être titulaire du diplôme ou certificat suivant :

a) dans les services d'incendie de la classe X ou Y : soit un diplôme ou certificat qui donne accès aux emplois de niveau 1 dans la fonction publique fédérale, visé à l'annexe I de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 précité, soit un diplôme visé à l'annexe I du présent arrêté;

b) dans les services d'incendie de la classe Z ou d'une commune qui n'est pas centre de groupe : un diplôme ou certificat qui donne au minimum accès aux emplois de niveau 2 dans la fonction publique fédérale, visé à l'annexe I de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 précité.".

Article 47

Dans l'alinéa 2, il convient d'écrire "ou" au lieu de "et/ou".

Article 48

Par souci de parallélisme avec l'article 6, il est suggéré d'omettre les mots "A peine nullité de la procédure", d'écrire "L'appel" au lieu de "Cette publicité", et d'ajouter une phrase rédigée comme suit : "Cette publication est prescrite à peine de nullité de la procédure".

Article 49

Par souci de parallélisme avec l'article 6, il est suggéré d'insérer cette disposition dans l'article 48, sous la forme d'un alinéa 2.

Article 53

Lorsque l’on cite un arrêté royal, il convient de faire figurer sa date avant son intitulé. L’on rédigera donc le début de cet article comme suit : "L’arrêté royal du 20 juillet 1972 établissant les critères d’aptitude et de capacité, ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services communaux d’incendie".

Il convient de ne citer que les modifications à l’arrêté royal du 20 juillet 1972 précité qui sont encore en vigueur. Tel n’est plus le cas des modifications apportées par les arrêtés royaux des 10 octobre 1973, 29 octobre 1975, 8 mai 1978 et 4 décembre 1990. La mention de ces dernières est donc à omettre (1).

Article 54

1. Dans l’alinéa 1er, plutôt que d’écrire "L’ancien brevet de candidat officier professionnel", mieux vaut écrire "Le brevet de candidat officier professionnel délivré avant la date d’entrée en vigueur de l’arrêté royal du 19 mars 1997 relatif à la formation, aux brevets et à la carrière des membres des services d’incendie".

---

(1) Il convient également de corriger l’alinéa 2 du rapport au Roi, qui ne mentionne, du reste, pas les mêmes modifications que l’article 53 du projet.

2. Dans l'alinéa 2, plutôt que d'écrire "Les anciens brevets A, B et C", mieux vaut écrire "Les brevets A, B et C, délivrés avant la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 19 mars 1997 relatif à la formation, aux brevets et à la carrière des membres des services d'incendie, sont ...".

Article 55

Dans l'alinéa 2, il est préférable d'écrire "Cette mesure ne peut être appliquée qu'une seule fois dans chaque service d'incendie", car il peut y avoir un service d'incendie pour plusieurs communes.

Observations de légistique

1. Dans le texte français, la numérotation des chapitres, sections et sous-sections se fait en chiffres romains, sauf celle du premier chapitre, de la première section et de la première sous-section, qui se fait en toutes lettres. L'on écrira donc "Chapitre premier", "Section première" et "Sous-section première" au lieu de "Chapitre I", "Section 1" et "Sous-section 1". On écrira, par ailleurs, section II, section III, sous-section II, sous-section III.

2. Lorsqu'il est fait référence à une norme, il convient de la citer en mentionnant sa date et son intitulé complet la première fois qu'il y est référé. En cas de

références ultérieures à cette même norme, il convient de l'identifier par sa nature et sa date, suivies de la mention "précité" ou "précitée. C'est ainsi par exemple que, dans l'article 17, l'on écrira "l'arrêté royal du 19 mars 1997 précité" au lieu de "l'arrêté royal du 19 mars 1997 relatif à la formation, aux brevets et à la carrière des membres des services d'incendie". Cet arrêté royal est en effet déjà cité à l'article 13 du projet.

3. Lorsqu'une partie d'article est citée dans une disposition, il convient de procéder à cette citation en faisant figurer une virgule après le numéro de l'article, ainsi qu'après la subdivision de l'article qui est citée. C'est ainsi, par exemple, que, dans l'article 56, l'on écrira "l'article 46, 4°," au lieu de "l'article 46, 4°".

4. Il convient de ne pas diviser un article en paragraphes si aucun de ces derniers ne comporte plusieurs alinéas. En conséquence, il convient d'omettre la division en paragraphes qui figure dans l'article 19.

5. Il convient d'éviter un usage abusif des majuscules; ainsi, dans le texte français de l'article 7, il convient d'écrire "fonction publique" sans majuscule à "fonction".

6. Il convient de diviser les articles en "1°", "2°", "3°", etc. L'observation vaut pour les articles 19, § 2, 25, § 1er, 27, 40, § 2, 45, § 1er, et 47.

7. Dans certains articles, il convient d'éviter qu'une énumération soit interrompue par une phrase incidente. L'observation vaut pour l'énumération figurant aux articles 7, 6°, et 47.

8. Le texte néerlandais du projet devrait être revu compte tenu des observations formulées en ce qui concerne la correction de la langue dans la version néerlandaise du présent avis.

Algemene opmerkingen

I. Volgens de aanhef wordt de rechtsgrond van het besluit gevormd door de artikelen 9 en 13, § 3, van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming.

Artikel 9, § 1, van die wet luidt als volgt :

"De Koning stelt de algemene regels van de organisatie van de openbare brandweerdiensten vast.

Hij stelt de algemene bepalingen vast binnen de perken van dewelke de personeelsformatie, de bezoldigingsregeling en het administratief statuut, de weddeschalen, de toelagen en de vergoedingen worden vastgesteld, alsook de voorwaarden van werving, benoeming en bevordering voor het personeel van de openbare brandweerdiensten.".

Artikel 13, § 3, van diezelfde wet is als volgt gesteld :

"De Koning bepaalt de geschiktheids- en bekwaamheidsmaatstaven en de benoembaarheids- en bevorderingsvereisten voor de officieren van de openbare brandweerdiensten.".

In tegenstelling tot wat in het opschrift van het ontworpen besluit wordt aangegeven, reikt dit besluit verder dan het vaststellen van de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria, alsmede van de voorwaarden voor benoeming en bevordering van de officieren van de openbare brandweerdiensten.

In dat besluit wordt daarenboven vastgesteld welke onderscheiden procedures op die benoemingen en bevorderingen

van toepassing zijn en wordt inzonderheid bepaald welke organen bevoegd zijn om die procedurehandelingen te stellen.

Zo wordt in het ontwerp bij voorbeeld bepaald dat de gemeenteraad zorgt voor de oproep tot de gegadigden, de organisatie van de selectietests, de beoordeling van de geschiktheid van het personeelslid op proef ... .

De burgemeester, van zijn kant, dient de sollicitaties in ontvangst te nemen en kennis te geven van de benoemingen en de bevorderingen. De officieren leggen ten overstaan van hem de eed af.

In artikel 1, 1° en 2°, van het ontwerp wordt bepaald dat, wanneer de openbare brandweerdienst een intercommunale is, de taken die in een gemeentelijke dienst aan de gemeenteraad en aan de burgemeester worden toevertrouwd, respectievelijk door de raad van bestuur en door de voorzitter van die raad worden vervuld.

In dezelfde bepaling wordt voorgeschreven dat die taken voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respectievelijk door de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en door de voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering worden uitgeoefend.

De vraag rijst of de Koning wel bevoegd is om zulke bepalingen uit te vaardigen.

Wat de gemeentelijke brandweerdiensten betreft, is het antwoord bevestigend, aangezien de gemeentelijke instellingen tot de bevoegdheid van de federale overheid

behoren, en het voormelde artikel 9, eerste lid, bepaalt dat de Koning de algemene regels van de openbare brandweerdiensten vaststelt.

II. Wat de intercommunale diensten betreft, acht de Raad van State het dienstig de bewoordingen van advies L. 28.159/2, dat op 7 oktober 1998 is gegeven over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming" in herinnering te brengen :

"Artikel 162, vierde lid, van de Grondwet bepaalt :

«Ter uitvoering van een wet, aangenomen met de in artikel 4, laatste lid, bepaalde meerderheid, regelt het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel de voorwaarden waaronder en de wijze waarop verscheidene (...) gemeenten zich met elkaar kunnen verstaan of zich kunnen verenigen.».

Artikel 6, § 1, VIII, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen stelt het volgende :

«De aangelegenheden bedoeld in artikel 107quater van de Grondwet (het huidige artikel 39) zijn :

(...)

VIII. Wat de ondergeschikte besturen betreft :

1° De verenigingen van provincies en van gemeenten tot nut van het algemeen, met uitzondering van het door de wet georganiseerde specifiek toezicht inzake brandbestrijding;

(...).».

.../...

Volgens het Arbitragehof, moet dat artikel 6, § 1, VIII, 1°, worden gelezen in het licht van de voormelde grondwettelijke bepalingen, die de gemeenten een recht van initiatief toekennen om zich te verenigen met het oog op de gezamenlijke behartiging van aangelegenheden van gemeentelijk belang. Het komt de gewestelijke wetgever toe de voorwaarden en de wijze van die samenwerking te regelen (1).

De woorden "met uitzondering van het door de wet georganiseerde specifiek toezicht inzake brandbestrijding" zijn tijdens de parlementaire voorbereiding als volgt verantwoord :

"Anderzijds werd het door de wet georganiseerde toezicht inzake brandbestrijding van de gewestelijke bevoegdheid voor intercommunales uitgezonderd. Deze uitzondering is nodig omdat de mogelijkheid om voor federale bevoegdheden bij de wet een specifiek toezicht te organiseren in artikel 7, b) van de bijzondere wet enkel voorzien is ten aanzien van de provincies, de gemeenten, en de agglomeraties en federaties van gemeenten, maar niet ten aanzien van de intercommunales."

Uit artikel 162, vierde lid, van de Grondwet en artikel 6, § 1, VIII, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen volgt dus dat de regels betreffende de organisatie van een vereniging van gemeenten inzake brandweerdiensten, met uitzondering van de regels inzake het toezicht, onder de bevoegdheid van de gewesten vallen.".

De Koning is weliswaar bevoegd om de algemene regels van de organisatie van de openbare brandweerdiensten vast te stellen, doch Hij dient rekening te houden met de bevoegdheden van de Gewesten inzake verenigingen van gemeenten.

---

(1) Arbitragehof, arrest nr. 58/95, Belgisch Staatsblad, 31 augustus 1995.

Wanneer de openbare brandweerdiensten bij het voorliggende ontwerp worden georganiseerd in de vorm van een vereniging van gemeenten, dient bijgevolg te worden voorgeschreven dat de bevoegdheden die bij dit ontwerp aan de burgemeester en aan de gemeenteraad worden opgedragen, uitgeoefend worden door de bevoegde organen van de intercommunale verenigingen, zonder dat wordt bepaald welke die organen zijn, aangezien het bepalen daarvan tot de bevoegdheid van de Gewesten behoort.

III. Artikel 5 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen bepaalt dat "het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest ... de uitoefening van bevoegdheden van de Brusselse Agglomeratie (mag) opdragen aan de instellingen van openbaar nut die het opricht of aanwijst.".

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft van die mogelijkheid gebruik gemaakt door de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp uit te vaardigen (1).

Artikel 8, derde lid, van die ordonnantie bepaalt dat het personeel van de brandweerdienst door de "Executieve" wordt benoemd.

---

(1) Het gaat om een instelling van openbaar nut van categorie A in de zin van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Aangezien de brandweerdienst een instelling van openbaar nut is, is het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen daarop van toepassing.

Artikel 11 van dat besluit bepaalt onder meer dat alleen wie geslaagd is voor een vergelijkend wervingsexamen, georganiseerd door het Vast Wervingssecretariaat, als ambtenaar kan worden aangeworven.

Het ontwerp, waarbij aan de Brusselse Hoofdstedelijke Raad belangrijke taken worden opgedragen inzake aanwerving en bevordering van de officieren van de brandweerdienst van het gewest, lijkt niet te kunnen samengaan met de voormelde bepalingen die de onderscheiden overheden in het kader van hun respectieve bevoegdheid hebben uitgevaardigd.

Bijgevolg moeten specifieke bepalingen worden aangenomen met inachtneming van, enerzijds, de bevoegdheid van het Gewest om de organisatie en de werkwijze te regelen van de instelling van openbaar nut waaraan dat Gewest de brandbestrijding heeft opgedragen, en, anderzijds, de algemene principes van het statuut van de rijksambtenaren, die op het statuut van het personeel van die instelling van toepassing zijn gemaakt.

Het ontwerp behoort in het licht van deze opmerking te worden herzien.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Tweede tot vierde lid

Deze leden dienen te vervallen. De regelingen waarnaar daarin wordt verwezen, worden door de ontworpen regeling immers niet gewijzigd en vormen er evenmin de rechtsgrond van (1).

Tweede lid (nieuw)

In een nieuw tweede lid behoort te worden verwezen naar het koninklijk besluit van 20 juli 1972 tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria alsmede van de benoembaarheids- en bevorderingsvoorwaarden voor de

---

(1) Zie in die zin advies L. 20.046/2, dat de afdeling wetgeving van de Raad van State op 22 oktober 1990 heeft gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria alsmede van de benoembaarheids- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de gemeentelijke brandweerdiensten", alsook advies L. 21.001/2, dat op 30 september 1991 over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende dezelfde aangelegenheid is gegeven.

officieren van de gemeentelijke brandweerdiensten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 maart 1974, 5 juni 1978, 2 oktober 1978, 29 juli 1992 en 19 maart 1997 (1).

Achtste lid

Aan de hand van de documenten die aan de afdeling wetgeving van de Raad van State zijn overgezonden, kan niet worden nagegaan of protocol nr. 98/07 van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten wel de datum van 8 januari 1999 draagt. Op de overgezonden stukken staan immers de datums van 29 juli en 18 september 1998 vermeld.

Dispositief

Artikel 1

Er wordt verwezen naar de algemene opmerkingen II en III.

Artikel 3

De laatste zin zou beter als volgt worden gesteld :

"De gemeenteraad neemt de nodige maatregelen om de vacante betrekkingen onverwijld te verlenen.".

---

(1) Zie in dat verband : Wetgevingstechniek, aanbevelingen en formules, blz. 32, nr. 7.1.9.

Artikel 6

In het tweede lid vormen de woorden "nationaal verdeelde kranten" een ongelukkig gekozen uitdrukking. Aangezien het vormvereiste van de bekendmaking "op straffe van nietigheid van de procedure" is voorgeschreven, verdient het aanbeveling te opteren voor een formulering waarover geen betwisting kan ontstaan. Er wordt voorgesteld te schrijven : "kranten die in het gehele land worden verspreid". Deze opmerking geldt ook voor de artikelen 25, § 2, tweede lid, 26, tweede lid, 45, § 2, tweede lid, en 48.

Er wordt voorgesteld om in hetzelfde lid te schrijven "De oproep wordt aangeplakt in de kazerne en in de vooruitgeschoven posten als deze bestaan" in plaats van "Hij moet aangeplakt worden in de kazerne en, in voorkomend geval, in de vooruitgeschoven posten.". Deze opmerking geldt ook voor de andere plaatsen in de tekst waar sprake is van aanplakking in de kazerne of in de vooruitgeschoven posten (artikelen 25, § 2, tweede lid, 26, tweede lid, en 45, § 2, tweede lid).

Artikel 7

1. Om elke verwarring te voorkomen, behoort in onderdeel 6° te worden geschreven : "6° in de gemeente zijn woonplaats hebben in de zin van artikel 102 van het Burgerlijk Wetboek" (1).

---

(1) Zie in dit verband : R.v.St., arrest nr. 41.149 van 25 november 1992 inzake Tourneur tegen de Stad Doornik.

2. In de Franse tekst van 7) (dat onderdeel 7° wordt) dient "titulaire" in de plaats te komen van "porteur". Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor de andere artikelen van de tekst waarin wordt bepaald dat een gegadigde "houder" van een diploma dient te zijn.

Met het oog op de duidelijkheid en opdat beter wordt aangegeven dat het laatste lid van dit ontworpen artikel verband houdt met de voorwaarde vermeld in 7) (dat onderdeel 7° wordt), wordt voorgesteld dit onderdeel als volgt te redigeren :

"7° houder zijn van het volgende diploma of getuigschrift :

a) in de brandweerdiensten van categorie X en Y : hetzij een diploma of getuigschrift dat toegang verleent tot betrekkingen van niveau 1 bij de federale overheidsdiensten, vermeld in bijlage I bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, hetzij een diploma vermeld in bijlage I bij dit besluit;

b) in de brandweerdiensten van categorie Z of van een gemeente die geen groepscentrum is : een diploma of getuigschrift dat ten minste toegang verleent tot de betrekkingen van niveau 2 bij de federale overheidsdiensten, vermeld in bijlage I bij het voormelde koninklijk besluit van 2 oktober 1937.".

Artikelen 8 tot 11

1. Krachtens deze bepalingen verloopt de selectie van de gegadigden in drie stappen : selectietests, een geneeskundig onderzoek en tests betreffende de lichamelijke geschiktheid.

Volgens artikel 11 worden de selectietests in de vorm van een vergelijkend examen georganiseerd. De gegadigden die de voorwaarden vervullen en voor de examens en de tests slagen, worden volgens hun rangschikking toegelaten.

Uit artikel 11 blijkt niet duidelijk of de rangschikking uitsluitend wordt opgemaakt op basis van de selectietests bedoeld in artikel 8 dan wel of de tests betreffende de lichamelijke geschiktheid ook in aanmerking komen.

Het ontwerp behoort in het licht van deze opmerking te worden herzien.

2. Bij de artikelen 8 en 10 wordt aan de Minister van Binnenlandse Zaken de bevoegdheid gedelegeerd om de inhoud van en de nadere regels voor respectievelijk de selectietests en de tests betreffende de lichamelijke geschiktheid vast te stellen.

Artikel 13 van de wet van 31 december 1963 bepaalt echter dat de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria met betrekking tot de officieren van de openbare brandweerdiensten door de Koning moeten worden bepaald. De aan de

Minister van Binnenlandse Zaken verleende subdelegatie kan alleen worden aanvaard als ze op bijkomstige maatregelen of detailkwesties betrekking heeft.

In artikel 8, derde lid, worden de selectiecriteria vastgelegd. De subdelegatie kan dan ook worden aanvaard, voor zover die lijst met criteria exhaustief is. Het woord "voornamelijk" zou dus in elk geval moeten vervallen.

Deze opmerkingen gelden ook voor de artikelen 28 tot 31.

Artikel 8

1. Wat het eerste lid betreft, wordt de aandacht van de stellers van de ontworpen tekst erop gevestigd dat het gebruik van het woord "kan" tot gevolg heeft dat de Minister van Binnenlandse Zaken er niet toe gehouden is gebruik te maken van de bevoegdheid die aan hem is overgedragen. Is dat ook de bedoeling? Dezelfde vraag rijst wat betreft de artikelen 10, eerste lid, 28, eerste lid, en 30, eerste lid.

2. De derde zin van het tweede lid zou beter als volgt worden gesteld :

"De examencommissie bestaat voor ten minste de helft uit experts die niet tot de gemeentediensten behoren.".

Deze opmerking geldt ook voor artikel 10, tweede lid, artikel 28, tweede lid, en artikel 30, tweede lid.

3. Er wordt voorgesteld om in de Franse tekst van het derde lid "la manière dont ils exposent leurs idées personnelles" te schrijven in plaats van "leur manière d'exposer leurs idées personnelles". Deze opmerking geldt ook voor artikel 28, derde lid.

Artikel 9

Het woord "of" tussen de woorden "van de dienst," en de woorden "de geneesheer aangewezen" dient te vervallen. Deze opmerking geldt mutatis mutandis ook voor artikel 29.

Artikel 10

1. Er wordt voorgesteld om in het eerste lid "medisch geschikt" te schrijven in plaats van "geschikt" teneinde een duidelijk onderscheid te maken tussen de medische geschiktheid en de lichamelijke geschiktheid waarvan in dat artikel sprake is. Deze opmerking geldt ook voor artikel 30, eerste lid.

2. Teneinde de bewoordingen van het tweede lid af te stemmen op die van artikel 8, tweede lid, wordt voorgesteld de eerste zin van het tweede lid in twee zinnen op

te splitsen. Men schrijve "Hij bepaalt de samenstelling van de examencommissie ..." in plaats van "en bepaalt de samenstelling van de examencommissie ...". Deze opmerking geldt ook voor artikel 30, tweede lid.

Artikel 12

1. In het eerste lid wordt bepaald dat de gemeenteraad op eigen initiatief kan beslissen de proeftijd te verlengen, "de officier-dienstchef gehoord".

Er wordt voorgesteld te bepalen dat de officier-dienstchef in zijn eindverslag over de proeftijd de benoeming, het ontslag of de verlenging van de proeftijd voorstelt, zodat ook het personeelslid op proef zijn standpunt over de verlenging van de proeftijd uiteen kan zetten.

Deze opmerking geldt ook voor artikel 33.

2. In de Franse tekst van datzelfde eerste lid behoort, overeenkomstig de benaming die in artikel 46 voorkomt, zoals in het tweede lid "officier chef de service" te worden geschreven in plaats van "officier chef du service". Deze opmerking geldt ook voor de artikelen 15, eerste lid, 33, eerste en tweede lid, en 35, eerste lid.

3. Er wordt voorgesteld de tweede zin van het tweede lid als volgt te redigeren :

"Hij vermeldt daarin eveneens de diploma's en brevetten die de gegadigde tijdens de proeftijd heeft behaald.".

Deze opmerking geldt ook voor artikel 33, tweede lid.

Artikel l4

In het derde lid dient "deze periode" te worden geschreven in plaats van "de opdracht", met het oog op parallellisme met het tweede lid.

Artikel 16

Er wordt voorgesteld om in de tweede zin gemakshalve te schrijven "binnen tien dagen vanaf de datum waarop het personeelslid op proef het voormelde verslag of het voormelde voorstel ..." in plaats van "binnen de tien dagen vanaf de datum waarop de stagiair ofwel het voormelde verslag ofwel het voormelde voorstel ...". Dezelfde opmerking geldt voor de andere bepalingen waar sprake is van de ondertekening van zulk een verslag of van zulk een verklaring (artikel 36).

In de laatste zin van dat artikel staat het volgende : "Op zijn verzoek wordt de stagiair door de gemeenteraad gehoord". Er is evenwel bepaald dat de gemeenteraad zich een oordeel vormt op basis van "het advies

van een commissie die voor de ene helft samengesteld is uit leden aangewezen door deze raad en voor de andere helft uit leden aangewezen door de representatieve vakorganisaties van het personeel". Gelet op de beslissende rol die deze commissie speelt, dient te worden bepaald dat het personeelslid op proef eveneens het recht heeft om door die commissie te worden gehoord. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 36.

Artikelen 16 en 17

Uit deze twee bepalingen volgt dat de gemeenteraad het personeelslid op proef ongeschikt kan bevinden en hem dientengevolge kan ontslaan, zonder het zelfs te hebben gehoord.

Dat geval zal zich voordoen telkens als de gemeenteraad besluit om het gunstige eindverslag over de proeftijd dat de dienstchef met het oog op benoeming opgemaakt heeft niet te volgen.

Die bepalingen dienen zo te worden herzien dat gesteld wordt dat de gemeenteraad hetzij de door de officier-dienstchef geschikt bevonden kandidaat vast benoemt, hetzij van een gunstig advies alleen mag afwijken na de betrokkene te hebben verzocht zijn standpunt te doen gelden.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 36 en 37.

Artikel 19

Er wordt voorgesteld om de in paragraaf 1 bedoelde voorwaarde met betrekking tot de graad op te nemen in de opsomming die wordt gegeven in paragraaf 2. De onderverdeling van dit artikel in paragrafen dient in dat geval te vervallen. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 40.

Artikel 20

Er wordt voorgesteld om in het eerste lid "aan de kandidaat" te schrijven in plaats van "aan de belanghebbende". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 41, eerste lid.

Voor het tweede lid wordt voorgesteld om "de kandidaat" te schrijven in plaats van "hij". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 41, tweede lid.

Artikel 21

Uit deze bepaling lijkt voort te vloeien dat de korporaals en de brandweermannen naar een betrekking van onderluitenant mogen solliciteren, maar dat zij in die betrekking alleen benoemd kunnen worden bij gebrek aan onderofficieren die aan de bevorderingsvoorwaarden voldoen.

Indien dit de bedoeling van de steller van het ontwerp is, dient dat duidelijker en op een andere plaats te worden aangegeven, bijvoorbeeld in of na artikel 18.

Artikel 25

1. In het eerste lid van paragraaf 2 dient te worden geschreven "voor de houders van de hoogste graad" in plaats van "voor de houder van de hoogste graad". Bij gebrek aan kandidaten die houder zijn van de onmiddellijk lagere graad dan die van de vacant verklaarde betrekking, kunnen immers verschillende personen met dezelfde graad "ten minste drie jaar graadanciënniteit als officier tellen".

2. In het tweede lid van paragraaf 2 van de Franse tekst wordt voorgesteld de woorden "de la procédure" toe te voegen na de woorden "Ces publications et cet affichage sont prescrits à peine de nullité", met het oog op parallellisme met artikel 6, tweede lid, artikel 26, tweede lid, en artikel 45, § 2, tweede lid.

Artikel 27

Naar het voorbeeld van artikel 7 wordt ter vervanging van punt 7. (dat onderdeel 7° wordt) de volgende tekst voorgesteld :

"7° houder zijn van het volgende diploma of getuigschrift :

.../...

a) in de brandweerdiensten van categorie X en Y : hetzij een diploma of getuigschrift dat toegang verleent tot betrekkingen van niveau 1 bij de federale overheidsdiensten, vermeld in bijlage I bij het voormelde koninklijk besluit van 2 oktober 1937, hetzij één van de in bijlage I van dit besluit bedoelde diploma's;

b) in de brandweerdiensten van de categorie Z of van een gemeente die geen groepscentrum is : een diploma of getuigschrift dat ten minste toegang verleent tot de betrekkingen van niveau 2 bij de federale overheidsdiensten, vermeld in bijlage I bij het voormelde koninklijk besluit van 2 oktober 1937.".

Artikel 47

In het tweede lid dient "of" in plaats van "en/of" te worden geschreven.

Artikel 48

Met het oog op parallellisme met artikel 6 wordt voorgesteld de woorden "Op straffe van nietigheid van de procedure" te laten vervallen, te schrijven "In die oproep" in plaats van "In die bekendmaking" en een als volgt geredigeerde zin toe te voegen : "Deze bekendmaking is voorgeschreven op straffe van nietigheid van de procedure".

Artikel 49

Met het oog op parallellisme met artikel 6 wordt voorgesteld die bepaling in artikel 48 op te nemen in de vorm van een tweede lid.

Artikel 53

Bij het citeren van een koninklijk besluit dient de datum van dat besluit vóór het opschrift ervan te worden geplaatst. Het begin van dat artikel dient dus als volgt te worden gesteld : "Het koninklijk besluit van 20 juli 1972 tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheids-criteria alsmede van de benoembaarheids- en bevorderings-voorwaarden voor de officieren van de gemeentelijke brand-weerdiensten ...".

Alleen de nog van kracht zijnde wijzigingen die aangebracht zijn in het voormelde koninklijk besluit van 20 juli 1972 dienen te worden vermeld. Dit is niet meer het geval met de wijzigingen die aangebracht zijn bij de koninklijke besluiten van 10 oktober 1973, 29 oktober 1975, 8 mei 1978 en 4 december 1990. De vermelding ervan behoort dus te vervallen (1) .

---

(1) Het tweede lid van het verslag aan de Koning, dat overigens niet dezelfde wijzigingen als artikel 53 van het ontwerp vermeldt, dient eveneens te worden aan-gepast.

Artikel 54

1. In het eerste lid dient te worden geschreven "Het brevet van kandidaat-beroepsofficier uitgereikt vóór de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 19 maart 1997 betreffende de opleiding, de brevetten en de loopbaan van de leden van de brandweer" in plaats van "Het vroegere brevet van kandidaat-beroepsofficier".

2. Het is verkieslijk in het tweede lid te schrijven "De brevetten A, B en C, uitgereikt vóór de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 19 maart 1997 betreffende de opleiding, de brevetten en de loopbaan van de leden van de brandweer, worden ...", veeleer dan "De vroegere brevetten A, B en C".

Artikel 55

Het is beter in het tweede lid te schrijven "In elke brandweerdienst kan deze maatregel slechts eenmaal worden toegepast", omdat er voor verschillende gemeenten één brandweerdienst kan zijn.

Opmerkingen van wetgevingstechnische aard

1. In de Franse tekst geschiedt de nummering van de hoofdstukken, afdelingen en onderafdelingen in Romeinse cijfers, behalve in hoofdstuk I, afdeling 1 en onderafdeling 1, waar de nummering voluit geschreven wordt. Men

schrijve dus "Chapitre premier", "Section première" en "Sous-section première" in plaats van "Chapitre I", "Section 1" en "Sous-section 1". Verder dient men "section II", "section III", "sous-section II", "sous-section III" te schrijven.

2. Bij een eerste verwijzing naar een regeling dienen de datum en het volledige opschrift van die regeling te worden geciteerd. Bij volgende verwijzingen naar diezelfde regeling dienen de aard en de datum ervan, voorafgegaan door "voormeld" of "voormelde", te worden aangegeven. Zo bijvoorbeeld schrijve men in artikel 17 "het voormelde koninklijk besluit van 19 maart 1997" in plaats van "het koninklijk besluit van 19 maart 1997 betreffende de opleiding, de brevetten en de loopbaan van de leden van de brandweer". Dat koninklijk besluit wordt immers reeds in artikel 13 van het ontwerp vermeld.

3. Wanneer in een bepaling een onderverdeling van een artikel geciteerd wordt, dient achter het nummer van het artikel, alsmede achter de geciteerde onderverdeling van het artikel, een komma te worden geplaatst. Zo bijvoorbeeld schrijve men in artikel 56 "artikel 46, 4˚," in plaats van "artikel 46, 4˚".

4. Een artikel wordt niet in paragrafen ingedeeld als geen enkele van die paragrafen uit meer dan één lid bestaat. Bijgevolg dient de onderverdeling van artikel 19 in paragrafen te vervallen.

5. Een overmatig gebruik van hoofdletters dient te worden vermeden; zo schrijve men in de Franse lezing van artikel 7 het woord "fonction" in "fonction publique" zonder hoofdletters.

6. De artikelen dienen in "1°", "2°", "3°", enz. te worden onderverdeeld. Deze opmerking geldt voor de artikelen 19, § 2, 25, § 1, 27, 40, § 2, 45, § 1, en 47.

7. In sommige artikelen dient te worden vermeden dat een opsomming door een tussenzin onderbroken wordt. Deze opmerking geldt voor de opsomming in de artikelen 7, 6°, en 47.

8. De Nederlandse tekst van het ontwerp moet grondig worden herzien. Zo vervange men bij voorbeeld "kader" door "formatie", "te begeven betrekking" door "te verlenen betrekking", "proef" door "examengedeelte", "modaliteiten" door "nadere regels", "een proef inrichten" door "een examen(gedeelte) organiseren", "stage" door "proeftijd", "stagiair" door "personeelslid op proef", "een einde stellen aan" door "een einde maken aan", "Kunnen bevorderd worden :" door "Bevorderd kunnen worden :", enz.).

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs de Heren	J.-J. STRYCKMANS,	premier président, eerste voorzitter,
	Y. KREINS, P. QUERTAINMONT,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	J.-M. FAVRESSE,	assesseurs de la section de législation,
	J. KIRKPATRICK,	assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	J. GIELISSEN,	greffier assumé, toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. C. AMELYNCK, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. C. AMELYNCK, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN

LE PREMIER PRESIDENT - DE EERSTE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS